



Direction des Travaux et des Services Techniques

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
1 Rue de Germont
76 000 ROUEN**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Objet du marché public :

Fourniture et pose de supports vélos et d'abris vélos pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES
(CCAP)**

Table des matières

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	3
ARTICLE 1 - CONTEXTE	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHES PUBLICS.....	5
2.1 - Objet du marché public	5
2.2 – Procédure et forme du marché public.....	5
2.3 - Allotissement.....	5
2.4 - Modification au marché public et marché complémentaire.....	6
2.5 - Evolution réglementaire.....	6
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 4 – DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	7
4.1 - Durée du marché public.....	7
4.2 - Délai d'exécution.....	7
4.3 - Prolongation des délais.....	8
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 6 – FOURNITURE POUVANT ETRE COMMANDEES	8
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE COMMANDE.....	8
7.1 - Emission des commandes.....	8
7.2 - Modification d'un bon de commande.....	9
7.3 - Annulation d'un bon de commande.....	9
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....	9
8.1 - Objet de la livraison.....	9
8.2 - Transport.....	9
8.3 - Emballage/conditionnement.....	10
8.4 - Documents à fournir.....	10
8.5 - Lieux de livraison.....	10
ARTICLE 9 – OPERATION DE VERIFICATION/TRANSFERT DE PROPRIETE	11
9.1 - Objet de vérification.....	11
9.2 - Transfert de propriété.....	11
ARTICLE 10 – RESPONSABILITE	12
10.1 - Accès - Consignes.....	12
10.2 - Assurances.....	12
10.3 - Garantie.....	12
ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	12
11.1 - Contenu des prix.....	12
11.2 - Clause de révision des prix.....	12
11.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	13
ARTICLE 12 – MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ	13
12.1 - Mode et délai de paiement.....	13
12.2 - Avance.....	13
12.3 -Comptable	14
12.4 - Changement de taxes.....	14
12.5 - Nantissement	14
12.6 - Retenue de garantie	14
ARTICLE 13 – PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	14
ARTICLE 14 – PENALITES	15
14.1 – Pénalité de retard	15
14.2 – Pénalités pour non-conformité.....	15
ARTICLE 15 – RESILIATION	15
ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC.....	16
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	16
ARTICLE 18 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	16
18.1 – Résolution amiable	16
18.2 – Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle.....	16
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	17

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

ARTICLE 1 - CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHES PUBLICS

2.1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la **Fourniture et pose de supports vélos et d'abris vélos pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine**.

Les établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par cette consultation sont indiqués dans l'annexe n° 2 au CCAP « Liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement ».

2.2 - Procédure et forme du marché public

2.2.1 Type de Marché Public

Le Marché Public est un accord cadre à bons de commandes.

Type de Marché Public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

2.2.2 Procédure de passation

Le Marché Public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2.2.3 Forme

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4 du code de la Commande Publique.

Le montant maximum du marché public pour toute la durée de validité du marché public est de : 200 000€ HT

Le marché public est mono-attributaire.

Le marché public est conclu à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU) et catalogue du titulaire pour les fournitures hors BPU.

Les produits pouvant être commandés sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au BPU (bordereau des prix unitaires).

2.3 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

Conformément à l'article R.2113-3 du Code de la Commande Publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allouer un marché passé selon une procédure formalisée.

Ainsi, la motivation du non-allotissement est la suivante : l'allotissement ne permettrait pas de garantir la compatibilité entre les abris et les supports.

2.4 - Modification au marché public et marché complémentaire

Le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique.

2.5 - Evolutions réglementaires

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché public, le Titulaire aura la possibilité, après accord du CHU Rouen Normandie de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du présent marché public par des fournitures plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Ces nouvelles fournitures peuvent faire l'objet :

D'une substitution de gamme : dans ce cas, le Titulaire doit fournir un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique et que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu ;

D'un complément de gamme : dans ce cas, le Titulaire doit fournir un certificat indiquant que cette nouvelle référence vient en complément de l'ancienne (l'ancienne est toujours disponible et commercialisé par le titulaire) pour des raisons d'innovation technologique et que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

En cas d'évolution technologique majeure, de pertes des droits d'exclusivité, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses ou d'évolution réglementaire, le CHU Rouen Normandie se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité après un préavis d'un mois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU ROUEN NORMANDIE fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - L'annexe 1 à l'AE: bordereau des prix unitaires (BPU);
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières et ses annexes :
 - L'annexe 1 au CCAP : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
 - L'annexe 2 au CCAP : Liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le mémoire technique et le catalogue du titulaire;
- Les avenants le cas échéant ;
- Les actes de sous-traitance le cas échéant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CHU ROUEN NORMANDIE.

ARTICLE 4 – DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

4.1 - Durée du marché public

Le Marché Public est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché public au titulaire.

Le Marché Public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

4.2 - Délais d'exécution

La livraison et la pose doivent être effectuées dans les 12 semaines maximum pour les abris à vélos et dans les 2 semaines pour les supports à vélos et autres.

Le Titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire.

Le Titulaire doit accuser réception de la commande sous 48 heures.

Il doit confirmer la date de livraison, ainsi que les quantités prévues à la date de livraison.

Il doit également préciser les restes à livrer, avec la mention de la date de livraison prévisionnelle.

Avant le début d'exécution de prestations, le Titulaire devra obligatoirement prendre en compte les interventions, les types d'engins à employer et les protections à mettre en œuvre.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

Si besoin, le Titulaire lancera ses D.I.C.T et prendra toutes les dispositions nécessaires concernant le sol et les possibilités d'accès, ainsi que tous les contacts et demandes de plans de réseaux aux différents concessionnaires.

4.3 - Prolongation des délais

Seuls les retards imputables à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort de l'établissement membre concerné, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par l'établissement membre concerné des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement membre concerné afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie et l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 6 – FOURNITURE POUVANT ETRE COMMANDEES

Le CCTP et le BPU fixent les fournitures pouvant être commandées par les membres du GHT Rouen Cœur de Seine au fur et à mesure de leurs besoins.

Les fournitures présentes dans le catalogue du titulaire pourront également être commandées.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE COMMANDE

7.1 - Emission des commandes

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, au fur et à mesure de leurs besoins.

Conformément à l'article 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;

- La nature et la quantité des fournitures à livrer en référence au BPU ou au catalogue ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public.

Chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

7.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au Titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

7.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON

8.1 - Objet de la livraison

Les produits livrés devront correspondre à la référence, et selon la quantité indiquée sur le bon de commande de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les marchandises livrées sont vérifiées sommairement au moment de la livraison, par le réceptionnaire de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné en qualité et en quantité de colis, par rapport à la quantité annoncée livrée par le transporteur, en présence du transporteur.

A l'arrivée de la marchandise au lieu prévu sur le bon de commande, celle-ci peut être refusée et retournée aussitôt au titulaire en cas de non-conformité apparente, comme l'écrasement, la mouille, la casse. Dans ce cas, la livraison sera refusée en totalité, même si la totalité des colis n'est pas endommagée. Le retour est à la charge du titulaire. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peut cependant accepter de conserver la marchandise endommagée, sous réserve que le titulaire s'engage à ne pas la facturer ou s'engage à remplacer gratuitement les produits endommagés.

En cas de réception de marchandises endommagées ou de marchandises non conformes à la commande, les frais de reprise, de retour et de re-livraison sont à la charge du titulaire.

8.2 - Transport

Le transport est effectué par le titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, en Franco de port.

- Frais de transport :

Le transport des fournitures **est à la charge matérielle et financière du titulaire.**

(FRANCO DE PORT SANS MINIMUM DE COMMANDE)

- Risques inhérents au transport :

Le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Toute livraison égarée du fait du non respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra être facturée à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du titulaire.

En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

8.3 - Emballage/conditionnement

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Afin de réduire l'impact sur l'environnement de chaque établissement membre, le volume d'emballage utilisé sera limité en supprimant les emballages superflus, dans la mesure où cela n'affecte pas la qualité du produit. Les emballages devront être réalisés à partir de matières recyclées et recyclables (carton...).

Les livraisons de colis multiples doivent impérativement être livrées sur palette filmée et dans la mesure du possible respecter le principe de palette mono-référence au colisage standard le plus proche de la quantité commandée.

Les livraisons reçues en colis vrac pourront être refusées par le réceptionnaire de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné à moins que le titulaire se soit mis d'accord avec le gestionnaire de stock de l'établissement membre concerné.

En cas de livraison regroupant plusieurs commandes, le conditionnement doit respecter le principe d'un colisage par numéro de commande, avec identification des colis par numéro de commande, par destinataire et/ou numéro d'UF (unité fonctionnelle). Ainsi, il est demandé un bordereau de livraison (BL) par commande. Un BL ne doit pas contenir plusieurs commandes.

8.4 - Documents à fournir

Chaque livraison sera impérativement accompagnée d'un bon de livraison précisant :

- Le nom du titulaire et son adresse ;
- La date d'expédition ;
- La date de livraison ;
- La référence du marché et la référence de la commande ;
- Les caractéristiques de la marchandise ;
- Les quantités livrées.

Le bordereau de livraison du transporteur sera tamponné par le réceptionnaire de l'établissement et remis au transporteur comme preuve de livraison et réception de la marchandise. Le tampon apposé par le réceptionnaire ne vaut pas vérification et admission des produits livrés ; ces opérations de vérification et d'admission sont effectuées postérieurement à la livraison dans les conditions décrites ci-après.

Les documents techniques :

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation technique rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

8.5 – Lieux de livraison

Les livraisons s'effectuent aux adresses suivantes :

CHU ROUEN NORMANDIE
Direction des Travaux et des Services Techniques – Sécurité incendie
1, rue de Germont,
76131 ROUEN Cedex

Ou

Etablissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine (voir Annexe n° 2)

Le titulaire doit prévoir et mettre en œuvre les moyens mécaniques, logistiques et humains pour acheminer les marchandises sur le lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et accepte toutes les contraintes de nature à affecter les opérations de livraison en sécurité.

Le titulaire est tenu de recourir aux modalités de transport adaptées à l'établissement.

Installation des équipements

L'installation et la pose s'effectueront dans les conditions définies au CCTP.

Tous dispositifs, de quelque nature que ce soit, qui résulteraient d'oublis ou d'imprécisions du Titulaire, et qui s'avèreraient par la suite, nécessaires à la réalisation des installations des équipements dans les règles de l'art, ou au bon fonctionnement ultérieur des équipements, seront à la charge directe du titulaire.

Le CHU de Rouen n'est pas en mesure de mettre à disposition du titulaire un local pour le personnel.

ARTICLE 9 – OPERATION DE VERIFICATION/TRANSFERT DE PROPRIETE

9.1 - Opérations de vérification

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures et prestations seront destinées à constater que ces dernières répondent aux spécifications techniques présentes au CCTP. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, elles auront lieu au sein de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné dans un délai de 15 jours à dater de l'installation de l'équipement. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

9.2 - Transfert de propriété

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE

10.1 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

10.2 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

10.3 – Garantie

Il est fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

11.1 – Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires. Ces prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires et dans le catalogue du titulaire pour les fournitures hors BPU.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au BPU ou dans le catalogue du titulaire pour les fournitures hors BPU.

11.2 – Clause de révision des prix

Le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve le droit de solliciter l'avis de la DIRECCTE.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des fournitures sont réglées par les stipulations suivantes :

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché suivant les modalités fixées aux articles suivants :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (M0), indiqué à l'acte d'engagement.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des fournitures faisant l'objet du marché est l'index national :

Intitulé	Index I
Fourniture et pose de supports et d'abris à vélos	BT 42

Les index utilisés pour le calcul est le BT en fonction du corps d'état indiqué au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Telechargement-des-index-BT.html>

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des prix révisés annuellement est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{(I_n)}{(I_o)}$$

dans laquelle I_n et I_o sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché (ou du lot) respectivement au mois « n » et au mois « o ».

Le mois « n » correspond au mois d'août de l'année de révision.

11.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

ARTICLE 12 – MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE

12.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

12.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

12.3 -Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe 2 du CCAP.

12.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

12.5 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique).

12.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 13 – PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Présentation des demandes de paiement - Dépôt de la facture électronique

Conformément à l'article 11.5 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, le titulaire présente une facture correspondant aux prestations exécutées.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, depuis le 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;

- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : la liste des codes service CHORUS et les numéros de SIRET de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine sera transmise par chaque établissement.

ARTICLE 14 – PENALITES

14.1 – Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse les délais d'exécution des fournitures pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

et R = Le nombre de jours en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, il n'y a pas de plafonnement des pénalités.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

14.2 – Pénalités pour non-conformité

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité de 500 € par constatation pourra être appliquée, sans mise en demeure préalable dans les cas suivants : produits non-conformes par rapport aux prescriptions du CCTP ou du bon de commande.

ARTICLE 15 – RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 18 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

18.1 – Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code de la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne et Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

18.2 – Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG/FCS, il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 2.5	Article 42
Article 3	Article 4.1
Article 7.1	Article 3.7.1
Article 8.3	Articles 20.2
Articles 9-1	Articles 28.1 et 45.1
Article 14.1	Articles 14.1.1, 14.1.3, 14.1.2 et 45.1
Article 14.2	Article 14.1.1